

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 14/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/09/2024

Partie nominative

SARL Etablissements JOUVERT

lieu-dit Cadacut
30110 Laval-Pradel

Affaire suivie par : ROUVIERE Florent
Téléphone : 04 34 46 65 74
Courriel : florent.rouviere@developpement-durable.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0006605341

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 27/09/2024 de l'établissement SARL Etablissements JOUVERT implanté lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (*Action régionale 2024*)
Contexte de l'inspection (*Suite à mise en demeure*)
Risques chroniques (*Déchets*)

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

Florent ROUVIERE, UID 30-48, Subdivision GL3, inspecteur de l'environnement

Rédacteur.rice	Vérificateur.rice n°1	Approbateur.rice
L'inspecteur de l'environnement <i>Validé le : 30/09/2024 17:49</i>  Florent ROUVIERE	L'inspectrice de l'environnement <i>Validé le : 07/10/2024 15:22</i>  Amelie ROUTABOUL	La cheffe du département des risques chroniques <i>Validé le : 14/10/2024 16:33</i>  Cécile LEPAN

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

Messieurs Jouvert, père et fils

Loic Gaudechoux

Daniel Tissot, SOLDIER IDE

Emmanuel GALES, FONDASOL

Le courriel d'échange avec l'administration est : sarl@jouvert.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 27/09/2024 de l'établissement SARL Etablissements JOUVERT lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Dispositif de détection incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 - Délai : 3 Mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure.

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous le délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, **il est nécessaire de réaliser** : Voir lettre de suites.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **Traçabilité des déchets** - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 - Délai : 30 Jours
- **Plan de défense incendie** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis - Délai : 30 Jours

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 14/10/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Etablissements JOUVERT

lieu-dit Cadacut
30110 Laval-Pradel

Références :

Code AIOT : 0006605341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement SARL Etablissements JOUVERT implanté lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel.

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Etablissements JOUVERT
- lieu-dit Cadacut 30110 Laval-Pradel
- Code AIOT : 0006605341 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Par arrêté préfectoral n° 2012-61 du 8 octobre 2012, la SARL Etablissements JOUVERT a été autorisée à exploiter une installation de tri et de stockage de déchets non dangereux sur la commune de LAVAL-PRADEL, lieu-dit "Cadacut".

Selon l'article 1.2.1 de l'arrêté, l'autorisation porte sur :

- un casier de stockage de déchets non dangereux ultimes issus des industries, commerces et déchetteries pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 20 000 t/an et une capacité maximum annuelle de 30 000 t/an. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 900 000 tonnes, ou 1 000 000 m³ pour une densité en place

après compactage de 0,9 t/m³. La cote maximale du casier sera égale à 458 mNGF. Certains déchets en mélange pourront être triés au niveau d'une plate-forme réservée à cet effet (plate-forme de tri d'appoint des déchets industriels banals d'une capacité maximale de 5000 t/an).

- un casier de stockage de déchets de plâtre, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 635 t/an à 950 t/an ou 635 m³/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m³. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 19 000 m³.

- un casier de stockage de déchets d'amiante lié, réalisé à part au Nord du site, pour une capacité de déchets entrants annuelle moyenne de 350 t/an à 520 t/an ou 350 m³/an pour une densité en place prise entre 1 et 1,5 t/m³. La durée de vie de ce casier est de 30 ans pour une capacité maximale de stockage de 10 500 m³.

- un casier de stockage de déchets inertes situé au Nord du site, à côté des casiers de plâtre et d'amiante lié, d'une capacité maximale de stockage de 15 500 m³ et d'une durée de vie de 30 ans. La capacité de stockage annuelle sera en moyenne de 830 t/an ou 520 m³/an pour une densité en place prise égale à 1,6 t/m³.

Les 3 derniers casiers précités ne sont pas réalisés.

La plateforme de tri est réalisée au sommet de l'alvéole 1 de stockage, au sud du site. Sur les plans du DDAE, cette plateforme devait être réalisée au nord du site. Un dossier de porter à connaissance a été déposé en vue de régulariser la localisation de la plateforme de tri.

Attributs de l'inspection :

Actions nationales 2024 (*Action régionale 2024*)

Contexte de l'inspection (*Suite à mise en demeure*)

Risques chroniques (*Déchets*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30 Jours
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	/	Demande d'action corrective	30 Jours
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	/	
5	Formation à la conduite d'engins	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	/	
6	Incendie Explosion	Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4.6	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La transmission du registre au RNDTS doit être réalisée en remontant jusqu'au 1er janvier 2022.


Le plan de défense incendie doit être complété notamment avec des plans de manière à le rendre utilisable en situation d'urgence par les services de secours en particulier.

Ces deux points font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

L'absence d'un système de détection incendie au droit de la zone d'exploitation fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 07/11/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ registre national des déchets ”, dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : <p>Suite à projet d'APMD issu de la précédente inspection, l'exploitant a modifié son registre et a réussi à transmettre au RNDTS avant la signature de l'APMD. C'est pourquoi, il a été décidé de ne pas donner de suite.</p> <p>Cette transmission a été réalisée depuis début 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente son registre qui comporte l'ensemble des données réglementaires.</p> <p>L'exploitant présente le journal des transmissions au RNDTS qui sont réalisées régulièrement depuis.</p> <p>Il y a eu un rattrapage jusqu'à début 2024 mais l'exploitant n'a pas compris qu'il devait le faire jusqu'au 1er janvier 2022.</p> <p>Ce point constitue une non-conformité à l'article R.541-43 du code de l'environnement.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 Jours


N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels - Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">• la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;• le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;• les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;• les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : L'exploitant a établi un plan de défense incendie en date du 01/8/2024. Dans ce document, il manque : <ul style="list-style-type: none">• un plan reprenant les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées• un plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation• les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement• les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 Jours


N° 3 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - Dispositif de détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies ne sont pas équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant déclare réaliser une ronde chaque soir mais il ne la trace pas dans un document.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - moyen d'alerte
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : Le site est équipé d'un ligne fixe et le personnel est équipé de téléphones portables.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Formation à la conduite d'engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques accidentels - Formation à la conduite d'engins
Prescription contrôlée : Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : L'exploitant est une entreprise de travaux publics. A ce titre, plusieurs personnes disposent de CACES permettant de conduire les engins nécessaire au recouvrement. Cependant, l'exploitant doit formaliser une liste de personnel en mesure d'intervenir à tout moment.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2012, article 4.6

Thème(s) : Risques accidentels - moyen de lutte

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

Le brulage à l'air libre et le Chiffonnage sont interdits. L'accès à l'installation de stockage de toute personne non expressément autorisée et avertie par l'exploitant et sous sa responsabilité est interdit.

Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'enceinte de l'installation. Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis.

Les abords du site doivent être débroussaillés, conformément à l'arrêté préfectoral n° 2010-117-6 du 27 avril 2010, de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le Stockage.

Des moyens efficaces sont prévus pour lutter contre l'incendie: ils comprennent au minimum :

- des citernes d'eau mobile de 200 m3 de capacité totale
- une réserve d'eau (bassin d'eaux pluviales) dont le volume disponible ne sera pas inférieur à 1 400 m3 en période de risque d'incendie
- une réserve de matériaux de recouvrement d'au moins 500 m distincte de celle utilisée pour le recouvrement périodique des déchets
- des extincteurs sur les engins d'exploitation, à proximité de la torchère et de tout dépôt de liquides inflammables.

Le personnel sera informé et formé régulièrement à la mise en œuvre de ces matériels. Des exercices devront être organisés au moins deux fois par an. Ils doivent faire l'objet d'un compte rendu sur le registre d'exploitation.

L'exploitant devra établir une consigne d'incendie qui demeurera affichée de façon évidente au poste de contrôle. Elle précisera le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers. Tout prestataire de service intervenant sur le site sera préalablement informé des consignes, interdictions et risques liés à son intervention.

Toute intervention est effectuée sous la responsabilité de l'exploitant.

Les interdictions seront affichées à l'entrée de l'installation de manière évidente, explicite et pérenne.

L'accès des véhicules de lutte contre l'incendie devra être possible et aisé à toute zone de l'installation. Des pistes utilisables par des engins lourds devront être établies et maintenues en bon état. Un accès au moins devra être placé du côté du vent dominant.

Constats :

Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté de brûlage. Cette interdiction formelle est rappelée à l'exploitant.

Il est constaté la présence d'un portail avec des panneaux d'interdiction d'accès. L'exploitant déclare que ce portail est fermé en dehors des heures d'ouverture du site.

Il est constaté la présence de panneaux d'interdictions fumer.

La facture de débroussaillage de l'association FAIRE du 5/8 et 6/8 est présentée. Il est constaté sur site que le débroussaillage a été réalisé.

La liste des réserves incendie est présentée et conforme.

Les deux derniers exercices incendie ont été réalisés en janvier 2024 et avril en 2023. L'exploitant déclare qu'un exercice sera réalisé d'ici la fin de l'année 2024.

La consigne d'incendie est affichée de façon évidente au poste de contrôle. Elle précise le numéro de téléphone des sapeurs-pompiers.

Les intervenants extérieurs signent un plan de prévention avant toute intervention sur le site.

Une piste PL fait le tour du massif de déchets.

Le tableau de suivi des extincteurs est présenté. La dernière visite a été réalisée le 20/12/2023 par PROIBAR.
Le tableau de suivi du matériel interne est présenté et il y est fait référence à des contrôles réguliers.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :